

Égypte : circuit croisière Ramsès en famille Du 28/10 au 05/11/2021

©-Pierre-yves DENIZOT / 2021 - <http://pierreyvesdenizot.fr/>

Article 9 : Faits divers...

Égypte: une chanteuse plaisante sur le Nil et écopé de six mois de prison

La chanteuse de pop égyptienne Sherine Abdel Wahab a été condamnée ce mardi 27 février à six mois de prison pour avoir dénigré le Nil en plaisantant sur la qualité de son eau, selon des sources judiciaires. Populaire dans le monde arabe, cette chanteuse à succès a écopé de cette peine, prononcée par un tribunal du Caire, pour avoir « diffusé de fausses informations » et « troublé l'ordre public ».

La peine de prison prononcée est suspensive le temps de l'appel, moyennant le versement d'une caution de 5.000 livres égyptiennes (environ 230 euros). Il y a quelques mois, des internautes avaient partagé sur les réseaux sociaux une vidéo d'un concert aux Émirats Arabes Unis où un fan demandait à la star de chanter « Avez-vous bu l'eau du Nil ? », l'un de ses succès.

Jury de la version arabe de The Voice

« Tu attraperais la bilharziose », avait-elle répondu, en référence à une maladie provoquée par des vers parasites présents dans certaines eaux douces. « Bois de l'Évian, c'est mieux ! », avait-elle plaisanté. Le Nil reste un sujet sensible en Égypte, le pays craignant pour son approvisionnement en eau depuis la construction par l'Éthiopie du grand barrage. Les discussions entre les deux pays, ainsi que le Soudan, piétinent. Le syndicat des musiciens avait annoncé qu'il interdirait à la chanteuse de se produire sur scène en Égypte. Pendant la polémique, Sherine Abdel Wahab avait alors présenté ses excuses. Populaire mais parfois controversée, elle a été membre du jury de la version arabe du célèbre télécrochet The Voice.

<http://soirmag.lesoir.be/142579/article/2018-02-27/egypte-une-chanteuse-plaisante-sur-le-nil-et-ecope-de-six-mois-de-prison>
27/02/2018

Égypte : Les pyramides recouvertes par la neige ? Une belle image, mais qui est fausse

FAKE OFF Une photo spectaculaire des trois pyramides de Gizeh recouvertes de neige circule sur les réseaux. Il s'agit d'un montage...

C'est une belle photo... trop belle pour être vraie. Le 27 février, un internaute tunisien a posté sur Facebook une spectaculaire photo des trois pyramides de Gizeh blanchies par la neige. « Il a neigé sur les pyramides pour la première fois depuis 112 ans », explique le post. Succès immédiat : à ce jour, la photo a été partagée près de 63.000 fois.

FAKE OFF

L'image a été manipulée : il n'a pas neigé au Caire en février. Le 27 février, les températures s'échelonnaient de 15 à 21 degrés dans la capitale égyptienne. Les pyramides sont situées à Gizeh, à quelques kilomètres à peine du Caire. La photo originale avait été retrouvée en 2013 par un journaliste du Daily Mirror, un quotidien britannique. On y voit les monuments sans un centimètre de neige. En 2013, déjà, l'image manipulée était devenue virale, suite à un tweet du compte HistoryInPics. Bien qu'à l'époque il ait véritablement neigé en Égypte, les pyramides n'avaient pas été recouvertes de blanc. Le Conseil suprême des antiquités égyptien avait démenti l'info auprès d'une agence russe, comme le rapporte le HuffPost Maghreb : « C'est du Photoshop, avaient déclaré les autorités. Nos collègues en mission sur le site n'ont aperçu aucune précipitation neigeuse. »



Égypte: un journaliste de télé en prison pour «fausse nouvelle»

Un présentateur de la télévision publique égyptienne a été arrêté brièvement et relâché sous caution, accusé d'avoir offensé la police. C'est le dernier exemple en date de la reprise en main des médias du pays à l'approche de l'élection présidentielle. Le journaliste se faisait écho de la difficulté des familles de policiers à vivre.

Khairy Ramadan est journaliste sur la première chaîne de la télévision publique. Le ministre de l'Intérieur l'a accusé de diffuser «des fausses nouvelles vis-à-vis des forces de police et de les diffamer», lors d'un numéro de son magazine

dominical L'Egypte Aujourd'hui. En l'occurrence, Khairy Ramadan relayait les propos de la femme d'un colonel de la police. Elle se plaignait des bas salaires dans la police. 320 euros mensuel pour faire vivre la famille. Le présentateur a passé quatre jours en prison avant d'être relâché sous caution. Une sanction qui frappe un journaliste pourtant soutien du pouvoir depuis un long moment. L'avertissement est d'autant plus clair. L'affaire Ramadan survient dans une ambiance de pression croissante sur les journalistes, accusés fréquemment par le pouvoir de colporter de «fausses nouvelles».

Pression

«Tout le ministère de l'Intérieur est en colère après ce qu'il s'est passé», prétend la présidente de l'association des femmes de policiers, Rasha Kamel. «Il a présenté les familles de policiers comme des mendiants manquant d'argent pour envoyer leurs enfants dans les bonnes écoles privées.» Voilà donc Khairy Ramadan lâché par ceux qu'il pensait défendre. Cette réaction d'une femme de policier apporterait donc du crédit à l'accusation du ministre de l'Intérieur qui parle de fausse nouvelle. A condition que la réaction de Rasha Kamel soit spontanée!

Surveillance

Les autorités ont prévenu qu'elles gardaient un œil sur les médias et poursuivraient quiconque propage de fausses nouvelles. A l'approche de l'élection présidentielle, les 26 et 28 mars 2018, le pouvoir accentue la pression. Le ministère de la Justice a annoncé qu'il utiliserait toute la loi pour poursuivre ceux qui usent de «fausses déclarations, infos ou rumeurs qui menacent la sécurité publique et apportent la terreur au cœur des individus». Bien évidemment, tout ce qui peut nuire au président candidat Al-Sissi est considéré comme une fausse nouvelle. Il y a une semaine, deux journalistes, Mai El-Sabagh et Ahmad Mustafa, ont été détenus quinze jours pour diffusion de «fausses nouvelles qui menacent la sécurité publique». Leur seule faute : avoir réalisé un reportage sur l'histoire du tram à Alexandrie. «Le climat ne peut pas être pire, c'est effrayant», a réagi un membre du bureau du syndicat des journalistes, Mahmoud Kamel. Déjà labellisée par Reporters sans Frontières «pire prison pour journalistes», l'Egypte n'arrange pas son cas.

*<http://geopolis.francetvinfo.fr/egypte-un-journaliste-de-tele-en-prison-pour-fausse-nouvelle-181645>
07/03/2018*

ÉGYPTE: DES LIGNES TÉLÉPHONIQUES POUR MUSELER LES MÉDIAS

Le Parquet égyptien a annoncé lundi avoir mis en place des lignes téléphoniques dédiées aux plaintes contre les informations "mensongères" publiées par les médias ou sur les réseaux sociaux et qui porteraient atteinte à la sécurité de l'Etat.

A deux semaines de l'élection présidentielle en Egypte, l'activité des médias fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités avec des arrestations de journalistes, des interviews scrutées et des sites internet bloqués. Le président Abdel Fattah al-Sissi a lui-même mis en garde les médias contre la publication d'informations jugées diffamatoires vis-à-vis de l'armée, en les qualifiant de "haute trahison" en pleine campagne antijihadistes dans le Sinaï (est). En pleine campagne présidentielle, lancée le 24 février, avec un chef de l'Etat omniprésent et ne souffrant aucune concurrence véritable pour l'élection du 26 au 28 mars, l'état semble se resserrer autour des médias. "Le Parquet égyptien a réservé des numéros de téléphone portable pour recevoir les plaintes via la messagerie instantanée Whatsapp et par SMS à condition que le nom du plaignant et ses données personnelles y soient précisés", selon un communiqué du Parquet. Cette initiative vise "les informations mensongères préméditées qui porteraient atteinte à la sécurité et à l'intérêt général du pays", selon le Parquet. Ex-chef de l'armée, al-Sissi a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013 et a été élu un an plus tard président de la République. Depuis, son régime est régulièrement accusé de réprimer les voix dissidentes et de cibler la presse.

L'Egypte occupe la 161e place (sur 180 pays) au classement mondial 2017 de la liberté de la presse de Reporters sans frontières. Au moins 29 journalistes, professionnels ou non, sont emprisonnés dans le pays selon l'ONG. Les médias occidentaux sont, quant à eux, généralement accusés par les autorités de ternir l'image de l'Egypte à l'étranger.

*<http://fr.le360.ma/monde/egypte-des-lignes-telephoniques-pour-museler-les-medias-159583>
13/03/2018*

ÉGYPTE: LA TÉLÉVISION ET LE CINÉMA AU DÉFI D'UNE SOCIÉTÉ PLUS PURITAINE QUE JAMAIS

A la télévision ou sur grand écran, la fiction populaire en Égypte défie les tabous sur les relations femmes-hommes ou l'émancipation des jeunes, dans une société où règne un puritanisme rampant.

Des années 1950 aux années 1970, le cinéma égyptien, alors l'un des plus importants au monde, portait aux nues des personnages féminins au tempérament fort et filmait des scènes d'amour qui n'avaient rien à envier aux productions occidentales de l'époque. "Les choses ont commencé à changer dans les années 1980 avec la régression de la société" sur les mœurs, explique à l'AFP le célèbre critique Tarek El Shenawi. Sous l'influence grandissante des Frères musulmans et des pays du Golfe, le conservatisme s'est progressivement répandu au sein de la société égyptienne. Certains jeunes réalisateurs proposent toutefois d'audacieuses productions qui, tout en suscitant l'intérêt du public, déchaînent les critiques des gardiens de la "bonne" morale. Avec son film Balash Tebosni (Ne m'embrasse pas), une comédie sortie fin février, le réalisateur Ahmed Amer tourne en dérision le tabou du baiser dans le cinéma égyptien actuel. "La comédie permet aux gens de mieux accepter ce thème", a déclaré Amer à l'AFP. "La société fait pression sur les artistes car elle est plus conservatrice qu'eux", estime-t-il. Dans ce long-métrage "réservé aux adultes", un jeune réalisateur peine à tourner une scène de baiser face à la réticence opiniâtre de son actrice principale qui se dit pieuse. Yasmin Raeis, qui campe ce personnage, se souvient de son enfance où elle regardait "tout à fait normalement" des films avec des scènes de baiser. "Puis, quand j'ai grandi, les gens disaient que ce n'était pas une chose à faire", raconte-t-elle

à l'AFP. Désormais, la fiction égyptienne fait la part belle aux thrillers et films d'action. "On devrait condamner la violence, pas la romance", déplore ainsi l'actrice. Mais si les pistolets se font plus présents dans les "Mosalsalat", les séries télévisées, certaines comédies familiales osent s'attaquer aux tabous de la société, à l'instar d'une partie de la jeunesse du pays. Visionnée par des centaines de milliers de spectateurs sur YouTube, la série Sabaa Gar (Septième voisin), dont la saison 2 est actuellement diffusée par la chaîne privée de divertissement CBC, est accusée par ses détracteurs de corrompre la jeunesse. Une célibataire vivant seule et menant une vie sentimentale hors mariage, une jeune fille qui fume du tabac et du haschich en cachette: Sabaa Gar dévoile un clivage générationnel entre des jeunes qui revendiquent des choix individuels et leurs aînés davantage attachés aux strictes normes de la société. Le but n'était pas de susciter la polémique, assure à l'AFP Heba Yousry, coréalisatrice de la série. Mais celle-ci a permis "aux gens de se rapprocher et de savoir comment la nouvelle génération pense", se réjouit-elle. La série évoque ainsi les frustrations d'une sémiante jeune femme d'affaires qui rêve d'enfant sans vouloir partager sa vie avec un homme. Elle conclut donc un pacte avec un collègue: se marier dans le seul but de procréer puis divorcer. Un thème qui avait déjà fait le succès de la comédie populaire Bashtery Ragel (J'achète un homme) sortie en salles en février 2017, le jour de la Saint-Valentin. Mais sur les plateaux de tournage comme dans la société, le conservatisme est tenace: de nombreuses actrices refusent les scènes de baiser ou les rôles jugés peu moraux, au nom d'un "cinéma propre", selon le jargon du milieu. Certaines ont même décidé de se retirer du septième art pour des raisons religieuses.

L'Etat lui-même aime se présenter comme le garant de la morale. Sous le régime autoritaire du président Abdel Fattah al-Sissi, la répression au nom des bonnes mœurs s'est renforcée, en particulier à quelques semaines de la présidentielle pour laquelle sa réélection semble assurée. La version locale de l'émission américaine Saturday Night Live a été suspendue le mois dernier pour "violation des normes morales". Deux chanteuses peu connues ont récemment été condamnées à de la prison ferme pour "incitation à la débauche" après s'être affichées dans des clips vidéos très suggestifs.

<http://fr.le360.ma/monde/egypte-la-television-et-le-cinema-au-defi-dune-societe-plus-puritaine-que-jamais-159453>

12/03/2018

Égypte : un tribunal se prononce pour l'arrêt d'Uber

Un tribunal égyptien s'est prononcé mardi pour l'arrêt des services de voitures de transport avec chauffeur UBER et Careem son concurrent.

C'est suite à la requête de certains chauffeurs de taxi au Caire qui accusaient les chauffeurs de ces compagnies de non-paiement des droits pour l'utilisation de leurs véhicules de transport. La décision de mardi est entrée en vigueur immédiatement et les entreprises disposent désormais de 60 jours pour faire appel. Dans un communiqué, le directeur général de Uber en Egypte, Abdellatif Waked a affirmé respecter le verdict des autorités judiciaires égyptiennes. Toutefois, la société fera appel de cette décision. De son côté, Careem a également affirmé sur Twitter que le service assure "la continuité des opérations normalement et qu'il n'a reçu aucune notification officielle" lui demandant de cesser ses activités. Les sociétés américaines Uber et Careem, basés au Émirats arabes Unis sont devenus populaire en Egypte et très contestés en raison de la qualité des services offerts par leurs taxis.

<http://fr.africanews.com/2018/03/21/egypte-un-tribunal-se-prononce-pour-l-arret-d-uber/>
21/03/2018

Droits humains en Egypte : un bilan alarmant

Les organisations de défense des droits humains s'inquiètent de la situation en Egypte.

Quatorze ONG dont Human Rights Watch jugent que le scrutin présidentiel n'est "ni libre, ni équitable". Amnesty international dénonce de son côté une situation de crise qui se poursuit dans le pays pour l'année 2017-2018 : "Les autorités ont soumis des centaines de personnes à la torture, à d'autres mauvais traitements et à des disparitions forcées, et de nombreuses exécutions extrajudiciaires ont été commises en toute impunité. La répression exercée contre la société civile s'est intensifiée, et des membres du personnel d'ONG ont cette année encore été soumis à des interrogatoires, à une interdiction de quitter le pays et à un gel de leurs avoirs." En octobre dernier, Amnesty dénonçait aussi le comportement de la France qui poursuit, malgré la répression, ses ventes d'armes à l'Egypte, son quatrième plus gros client sur la période 2007-2016. En matière de liberté de la presse, la situation est tout aussi "dramatique" selon Reporters sans Frontières. RSF dénonce les pressions croissantes, les emprisonnements, et une rhétorique anti-journalistes depuis le retour des militaires au pouvoir en 2013. "Il y a une théorie du complot qui voudrait qu'à chaque fois que des journalistes dénoncent des exactions ou des problèmes qui existent en Egypte, ce soit dans un but de nuire à l'image du pays ou de le déstabiliser. Pour ces raisons, beaucoup de journalistes sont arrêtés et accusés de diffuser des fausses informations ou d'appartenir à des groupes terroristes", rappelle Sophie Anmuth qui est en charge du bureau Moyen-Orient à Reporters sans frontières. Selon RSF, 30 journalistes et journalistes-citoyens sont actuellement emprisonnés en Egypte. Deux d'entre eux ont été condamnés à la prison à vie pour avoir collaboré avec la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera.

<http://fr.euronews.com/2018/03/26/droits-humains-en-egypte-un-bilan-alarmant>
26/03/2018